Envoyé en préfecture le 03/05/2024

Recu en préfecture le 03/05/2024

Publié le

ID: 085-218500031-20240419-202404AG_0018-AU

La Ville d'Aizenay Service Accueil/Population Hôtel de Ville Avenue de Verdun 85190 AIZENAY Tél: 02.51.94.60.46

ARRÊTÉ N° 2024-018 AG

PORTANT DÉLÉGATION à Monsieur Roland URBANEK DANS LES FONCTIONS D'OFFICIER D'ETAT CIVIL

Le Maire d'Aizenay,

Vu l'article L 2212-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le deuxième alinéa du chapitre I du titre 1^{er} de l'instruction générale relative à l'état-civil du 21 septembre 1955 modifiée;

Considérant que le Maire et les adjoints sont tous titulaires d'une délégation ou empêchés ;

Considérant que pour permettre une bonne administration de l'activité communale et du service de l'Etat-Civil, il est nécessaire de prévoir une délégation à Monsieur Roland URBANEK, conseiller municipal délégué pour le samedi 4 mai 2024.

ARRÊTE

<u>Article 1</u>: Monsieur Roland URBANEK, conseiller municipal délégué, assurera en nos lieu et place, les fonctions d'Officier d'Etat-Civil, le 4 mai 2024.

<u>Article 2</u>: Ampliation du présent arrêté sera transmise à : Monsieur le Préfet

Monsieur le Procureur de la République

Fait à Aizenay le 19 avril 2024 Le Maire de la Ville d'Aizenay

Franck ROY

Publié sur le site internet le : - 3 MAI 2024

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- Informe que le présent acte peut faire l'objet dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification ou publication et réception par le Représentant de l'Etat :
 - D'un recours administratif ou gracieux devant Monsieur le Maire, à nous adresser sous le présent timbre ;
 - D'une saisine de Monsieur le Préfet de Vendée en application de l'article L.2131-8 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes 6, Allée de l'Ile Gloriette 44041 NANTES CEDEX dans le délai cité ci-dessus ou dans un délai de 2 mois à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif ou gracieux a été préalablement déposé. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site.